

Face à l'état d'urgence climatique dans lequel nous sommes, les engagements actuels des États sur la réduction des émissions gaz à effet de serre nous placent sur une trajectoire de réchauffement de 3°C ou plus, soit bien au-delà de la limite de 1,5 ou 2°C d'élévation de la température décidée par la communauté internationale en 2011. Or, au-delà de cette limite, c'est la survie de millions de personnes qui est en jeu. Renoncer à cet objectif reviendrait à prendre le risque d'impacts irréversibles et imprévisibles.

L'objectif de réduction des GES a été remplacé par la notion de "neutralité carbone" : si je produis x quantité de CO₂, j'en absorbe autant. Mais ce mécanisme est difficilement mesurable et donc peu vérifiable.

Plutôt que de se donner l'objectif contraignant de réduction des GES l'accord devrait parler de "pic de pollution carbone" à dépasser le plus tôt possible. Quand ? Rien n'est dit.

Il n'y a pas de taxation des transports aériens et maritimes alors qu'on connaît à l'heure de l'économie mondialisée le rôle de pollueur de ces transports.

Rien n'est dit de précis sur l'engagement pour le renouvelable.

Depuis le début de la COP21, les citoyens, les associations de solidarité internationale, les ONG de défense de l'environnement et des droits humains, les mouvements sociaux, les syndicats, bref la société civile dans le monde entier s'est mobilisée pour demander un accord ambitieux, respectueux et juste, puis pour faire entendre son indignation au fur et à mesure des discussions préliminaires à la COP21, au vu des enjeux majeurs pour l'humanité.

Le gouvernement français avait tout fait avant les horribles attentats du 13 novembre dernier pour restreindre la mobilisation, par exemple en fermant les frontières aux manifestant-es.

étranger-es.

Il a détourné la légitime émotion du 13 novembre pour interdire toute manifestation sur tout le territoire français. Il a échoué. Nous étions des centaines le 28 et 29 novembre à Poitiers et des milliers dans tout le pays et dans le monde.

Les COP sont nécessaires, mais malheureusement bien insuffisantes, nous le voyons, à répondre aux enjeux de l'urgence climatique.

Nous, citoyens, nous devons faire exclure les lobbys de l'énergie des COP, nous devons un jour faire reconnaître juridiquement les crimes climatiques, et nous devons manifester notre profond désaccord sur ce qui se passe au Bourget, en tant que personne responsable aussi de l'avenir.

Le climat est mère de toutes les batailles. Si nous ne gagnons pas cette bataille, qu'en sera-t-il des conflits pour la survie alimentaire, des guerres liées à la question de l'eau, des conflits liés aux migrations climatiques, que restera-t-il des questions de démocratie ?

Ce désaccord profond se répand au travers d'un vaste mouvement pour la justice climatique, dans le monde entier, et par la convergence des luttes contre les projets inutiles, par la promotion d'un mode de vie sobre et respectueux de notre environnement et des droits humains.

Nous allons continuer à promouvoir les solutions au changement climatique dans nos choix de vie au quotidien, nous allons continuer à dénoncer les projets climaticides, et nous allons exprimer notre profond désaccord à la fin de la COP 21.

Ce qui est en jeu aujourd'hui c'est la construction d'un mouvement citoyen pour la justice climatique, un mouvement pacifiste et joyeux, un mouvement fort qui doit grandir, un mouvement de la société civile indépendant des institutions et des lobbys.

Décrétons l'état d'urgence climatique !